

Notre site vous informe :

<http://www.montpellier.snes.edu>

Pour nous contacter :

s3mon@snes.edu

**Bonnes
vacances
à tous !**

Sommaire :

PAGE 2

- Hors-classe
- Reconquête du mois de juin
- Mutations intra académiques

**Le Service Public
est notre richesse
Signez, faites signer
l'appel en ligne**

<http://service-public-notre-richeesse.fr/>

AGIR DÈS LA RENTRÉE

Les mobilisations qui se sont multipliées dans le 2nd degré et dans l'Éducation Nationale ont fortement marqué l'année scolaire qui s'achève. Mobilisations dans les établissements, au niveau national avec plusieurs grèves majoritaires et une grande manifestation nationale le 18 mai.

Leur ampleur, l'importance du soutien manifesté par les parents d'élèves et l'opinion publique ont mis le gouvernement en difficulté, et l'ont contraint à ouvrir des discussions et à retarder plusieurs de ses projets.

Dans un contexte social de plus en plus tendu, marqué par de puissants mouvements pour la protection sociale, les retraites, le code du travail, l'emploi et le pouvoir d'achat, de fortes mobilisations se sont aussi développées dans la Fonction Publique (Impôts, Météo-France, Justice, Culture ...), avec notamment la grève nationale unitaire du 15 mai.

L'appel national pour la Fonction Publique et les Services Publics, les initiatives déjà organisées dans plusieurs départements ou régions, peuvent être la base de construction d'un vaste mouvement social pour défendre leurs missions et leur rôle dans notre société, les fonctionnaires et leurs statuts, et s'opposer à la politique de privatisation et de démantèlement menée par ce gouvernement. Il appartient au mouvement syndical et à chacun d'entre nous de tout faire pour que réussisse cette construction.

Face à un gouvernement qui persiste dans sa politique de remise en cause des droits sociaux, de suppressions massives de postes, de démantèlement de la Fonction Publique et du Service Public d'Éducation (35 à 40000 suppressions par an pendant 4 ans dans la Fonction Publique, dont 17 à 20000 dans l'Éducation Nationale), la mobilisation est à l'ordre du jour pour la prochaine rentrée.

C'est porteur des revendications qu'il a défendues lors des mobilisations et de l'exigence d'une autre politique pour le 2nd degré et l'Éducation Nationale que le Snés interviendra dans les discussions avec le ministère. C'est pour les mêmes raisons qu'il appelle la profession à se mobiliser dès la rentrée.

Dans chaque établissement, intervenons lors des réunions de prérentrée ; dénonçons les conditions de la « rentrée Darcos », les milliers de suppressions de postes programmées l'an prochain, les menaces qui pèsent sur notre métier et nos statuts ; réunissons les collègues en assemblée générale.

Organisons l'action collective pour refuser les heures supplémentaires imposées et exiger les postes nécessaires pour qu'il y ait dans chaque classe le nombre de professeurs nécessaires.

Mobilisons-nous dans chaque établissement dès la rentrée des élèves, décidons des initiatives à engager, alertons les parents d'élèves.

Préparons une journée de grève nationale pour la mi-septembre.

Engageons partout le débat avec toute la profession pour décider des mobilisations à développer et des actions à mettre en œuvre au plan national pour imposer une autre politique dans l'Éducation.

CERTIFIÉS HORS CLASSE

REVALORISATION OU GESTION « AU MÉRITE » ?

La CAPA a eu lieu le 18 juin. 297 collègues ont été promus à la hors classe. La barre d'accès était de 245 points. Les collègues à 245 points ont été départagés en fonction de la somme de leurs notes pédagogique et administrative (ont été retenus ceux qui avaient au moins 89/100) et en cas d'égalité selon leur ancienneté de grade.

4 collègues (au 10^{ème} échelon, issus d'établissements difficiles) ont été promus hors barème. Deux avis défavorables ont été prononcés par l'administration : la CAPA a voté majoritairement contre.

La hors classe a été obtenue grâce à nos luttes en 1989, comme un des facteurs de revalorisation de notre métier. Depuis 2005, le ministère cherche à la détourner de son sens en en modifiant les critères d'accès, et à en faire un instrument de la « gestion au mérite ».

Nos interventions ont permis d'obtenir des modifications par rapport au projet initial du

rectorat qui permettent à d'avantage de collègues d'accéder à la hors classe. Par les actions que nous avons menées cette année, à tous les niveaux, nous avons aussi obtenu mille possibilités supplémentaires d'accès à la hors classe au plan national (16 de plus pour les certifiés de notre académie).

Il n'en reste pas moins que la politique de gestion actuelle prive de fait un nombre conséquent de collègues d'accès à la hors classe avant leur départ à la retraite.

Lors de la CAPA nous avons fortement dénoncé les inégalités de traitement qui persistent entre disciplines, entre établissements, les retards d'inspection souvent lourds de conséquences, ainsi que la situation des Tzr trop souvent « mal traités », et demandé au rectorat de rétablir l'équité de traitement entre tous les collègues.

La hors classe doit rester un élément de revalorisation de notre métier et accessible à tous les collègues.

B. GELY

BAC 2008

« RECONQUÊTE DU MOIS DE JUIN » LE PRIX DE LA DÉMAGOGIE

Bilan négatif pour l'expérimentation de la « reconquête du mois de juin » en lycées : calendrier trop serré, absence de fiches de vœux, multiplication des tâches pour les examinateurs ... ont engendré une nette dégradation des conditions de corrections du baccalauréat.

En particulier pour les collègues de philosophie et de lettres qui ont vu leur temps de correction sensiblement réduit, avec pour l'EAF, un alourdissement du nombre de « descriptifs ».

La Lozère, était département expérimental pour « la reconquête du mois de juin ». Même si, suite aux nombreuses réactions des collègues et à nos interventions, quelques aménagements ont été obtenus, le bilan est là aussi négatif. Notamment, pour les séries L et ES, avec un risque très important que des collègues corrigent en

partie leurs propres élèves et/ou que les copies des élèves du public soient corrigées par les enseignants du privé et réciproquement. Situation particulièrement préoccupante dans un département où tout le monde se connaît et où la concurrence public/privé est vive.

De nombreux collègues ont fortement réagi pour défendre la qualité du baccalauréat et les conditions de correction, et le SNES a multiplié les interventions : IA, inspections, Dec, rectorat, ministère.

Exigeons ensemble que le travail des élèves et celui des professeurs soient respectés et qu'un bilan exact soit établi.

Renforçons notre mobilisation pour empêcher la généralisation de ces opérations purement démagogiques et pour défendre le baccalauréat, examen national et premier grade universitaire.

MUTATIONS

MOUVEMENT

INTRA ACADEMIQUE 2008

Les CAPA et FPMA du mouvement intra-académique se sont déroulées dans un contexte de suppressions massives de postes : multiplication des mesures de carte scolaire, des postes à complément de service ... avec pour conséquence une plus grande difficulté pour les collègues à obtenir un poste définitif et complet ; au point que de plus en plus de collègues déjà en poste hésitent à demander un poste précis dont la pérennité n'est plus autant assurée (notamment avec la mise au mouvement de ceux des collègues en congé formation). La mobilité choisie est un droit que la politique gouvernementale tend à affaiblir.

Pour la première fois, nous faisons le constat alarmant d'un nombre important de postes bloqués (postes libérés par des collègues mutés, et non reversés au mouvement). Cela ne préfigure-t-il pas les fermetures de postes de l'année prochaine ?

Nous avons eu plusieurs points de divergence avec l'administration quant à l'application de la circulaire. Nous sommes intervenus pour faire respecter les barèmes, les règles établies lors du Groupe de Travail, la transparence et l'équité.

La menace que fait actuellement peser le ministère sur les commissions paritaires doit nous interroger sur les pratiques qui pourraient se développer en l'absence de contrôle paritaire : clientélisme, passe-droit, diffusion massive de données confidentielles avant les résultats jetant ainsi le doute sur le travail de la Commission ... Les élus du SNES continueront de faire vivre le paritarisme en imposant transparence et équité pour tous, et la prise en compte de toutes les situations (professionnelles, familiales ...). Ce qui nécessite que la profession toute entière se mobilise et s'engage à nos côtés.

Florence DENJEAN-DAGA